

Petitions

J'ai également une pétition semblable de la circonscription d'Etobicoke-Lakeshore, en Ontario.

J'en ai une de la circonscription électorale de Langelier au Québec, monsieur le Président.

Et toujours sur le même sujet, il y en a également une qui vient de la circonscription de Bellechasse, également au Québec.

J'ai également une pétition, monsieur le Président, de la circonscription de Montréal-Sainte-Marie au Québec.

Une de la circonscription de Rosemont, monsieur le Président, et les électeurs de cette région demandent également la même chose dans leur pétition.

Monsieur le Président, j'ai également une pétition de la circonscription électorale fédérale de Shefford.

J'en ai une aussi de la circonscription électorale de Saint-Hyacinthe-Bagot, et toujours, ces pétitions demandent la même chose, monsieur le Président, des modifications à la décision gouvernementale sur les allocations familiales.

Il y en a une de la circonscription fédérale de Rimouski au Québec.

Une de la circonscription de Westmorland-Kent qui est très bien représentée à la Chambre, comme vous le savez, monsieur le Président.

Une de la circonscription fédérale de Saint-Hyacinthe-Bagot au Québec. Je me demande s'il y a un député dans cette circonscription. C'est possible qu'il y en ait un.

Une de la circonscription électorale fédérale de Gatineau, monsieur le Président. Ces gens expriment également le même vœu dans cette circonscription.

Il y en a une autre ici de la circonscription fédérale de Rosemont.

Une pétition également de la circonscription de Hochelaga-Maisonneuve au Québec.

J'ai également une pétition de la circonscription de Québec-Est.

Une de la circonscription de Saint-Michel-Ahuntsic au Québec, monsieur le Président.

Alors, tous les gens de ces circonscriptions m'ont demandé de présenter ces pétitions concernant les allocations familiales de leur part.

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, j'ai à présenter moi aussi un certain nombre de pétitions provenant de la province de Québec et, notamment, des circonscriptions de Drummond, Shefford, Saint-Michel-Ahuntsic, Montréal-Sainte-Marie, Rosemont, Joliette, Rimouski et Richelieu. Les pétitionnaires prient instamment le gouvernement, et surtout le premier ministre (M. Mulroney), de tenir la promesse faite au cours de la dernière campagne électorale fédérale, à savoir qu'on ne toucherait pas au dépôt sacré qu'est la pleine indexation des allocations familiales parce que la désindexation est une mesure régressive qui va priver de 55 millions de dollars les familles les plus nécessiteuses.

LE SERVICE DES EAUX DANS CERTAINES LOCALITÉS DE TERRE-NEUVE

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par de nombreux citoyens des localités de Grand Falls, Windsor et Bishop's Falls, dans le centre de

Terre-Neuve. Ces localités sont aux prises avec un grand problème d'hygiène que leur pose leur service des eaux. Les pétitionnaires prient le Parlement d'encourager le gouvernement canadien à trouver au plus tôt une solution à ce très grave problème d'hygiène que pose leur service des eaux.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition provenant de la région du sud de l'Ontario où j'ai grandi, c'est-à-dire des environs de Welland et Dunnville. Elle vient de personnes âgées qui se joignent à d'autres Canadiens pour demander au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles, comme il a rétabli la pleine indexation des pensions, et d'abroger les hausses injustes d'impôt qui sont néfastes pour les familles.

• (1210)

[Français]

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai une pétition à déposer provenant d'un groupe de femmes de la ville de Québec, que j'ai rencontrées plus tôt cette semaine, et ces femmes condamnent l'injustice découlant de la réduction croissante des allocations familiales, la désindexation, et elles demandent que la pleine indexation soit restaurée et que les augmentations injustes des impôts soient révoquées.

Monsieur le Président, j'ai également deux pétitions qui proviennent de mes commettants de la région d'Ottawa-Centre...

[Traduction]

Les pétitionnaires déclarent que les enfants sont la responsabilité de tous et demandent donc que tous les parents bénéficient d'une aide gouvernementale. Aussi, ils s'opposent vivement aux propositions budgétaires visant à réduire l'indexation sur le coût de la vie des allocations familiales et exigent que cette mesure soit retirée au plus tôt.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'ai une pétition à présenter au nom d'un groupe de mes électeurs et d'autres citoyens de Winnipeg qui demandent au gouvernement d'annuler la désindexation des allocations familiales. Ils estiment que cette mesure sera onéreuse non seulement pour les familles pauvres mais aussi pour les Canadiens à revenu moyen.

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition au nom d'un grand nombre d'habitants de la ville de Prince-Albert, en Saskatchewan. Ils demandent au gouvernement et à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses de taxes injustes.

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le plaisir de présenter une pétition signée par de nombreux Torontois qui déplorent que le gouvernement ait rompu sa promesse en réduisant les allocations familiales par le biais de la désindexation, et demandent au Parlement de faire en sorte que le gouvernement rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et annule les surtaxes qui frappent les